



ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

June 10, 2011

Policy Grievance Clarifies Unpaid Leave Can't Be Used To Lower Overtime

An [AJC policy grievance was allowed by Treasury Board on June 8, 2011](#) which clarified that unpaid leave taken during the four week reconciliation period cannot be used to lower compensation for overtime.

Article 13.01(d) of the LA collective agreement provides that a lawyer is deemed to work 7.5 hours any day on which they were on leave. It states the following:

A reconciliation of hours of work will be made by the lawyer and his or her immediate supervisor for each four (4) week period. In computing the hours of work within the period, vacation, designated paid holidays, and other leaves of absence will account for seven decimal five (7.5) hours per day.

In practical terms, article 13.01(d) substitutes 7.5 hours for days on which the lawyer is on leave, rather than recording them at zero hours. This ensures that the overtime equation (which allows for time-and-a-half compensation when one has worked in excess of 150 hours over a four week averaging cycle) does not produce skewed results in a manner that would unintentionally favour the employer. The purpose of this provision is to safeguard a lawyer from effectively being penalized for authorized absences during the overtime reconciliation period.

Treasury Board had initially taken the position that 13.01(d) should only apply to paid leave. However, the Association grieved, and pointed out that the impugned article does not draw any distinctions between paid and unpaid leave. Treasury Board ultimately agreed and allowed the policy grievance.

10 juin 2011

Un grief de principe clarifie qu'un congé sans solde ne peut servir de justification pour réduire les heures supplémentaires

Un [grief de principe formulé par l'AJJ a été accepté par le Conseil du Trésor le 8 juin 2011](#). Cette décision signifie qu'un congé sans solde pris au cours de la période de réconciliation de quatre semaines ne peut servir de justification pour réduire la rémunération des heures supplémentaires.

L'article 13.01(d) de la convention collective des LA prévoit qu'un avocat est reconnu avoir travaillé 7,5 heures tous les jours durant lesquels il était en congé. L'article établit ce qui suit :

Le juriste et son surveillant immédiat feront le point sur les heures de travail pour chaque période de quatre (4) semaines. En calculant les heures travaillées pendant cette période, les congés annuels, jours fériés désignés payés et les autres congés autorisés seront calculés à raison de sept virgule cinq (7,5) heures par jour.

En termes pratiques, l'article 13.01(d) prévoit d'enregistrer 7,5 heures pour les jours durant lesquels l'avocat est en congé plutôt que de les comptabiliser à zéro heure. Cela garantit que le calcul des heures supplémentaires (qui permet une indemnité à temps-et-demi quand on a travaillé plus de 150 heures au cours d'une période de quatre semaines) ne donne pas de résultats biaisés d'une manière qui favoriserait involontairement l'employeur. Cette disposition empêche un avocat d'être pénalisé pour les absences autorisées au cours de la période de réconciliation des heures supplémentaires.

Le Conseil du Trésor avait initialement pris la position que 13.01(d) ne devrait s'appliquer qu'à un congé payé. Toutefois, l'Association a déposé un

Treasury Board will be issuing an info-bulletin to all departments and agencies for which it is the employer, clarifying the interpretation of article 13.01(d) of the collective agreement.

grief et a souligné que l'article de la convention collective ne fait pas de distinction entre congé rémunéré et non rémunéré. Le Conseil du Trésor finalement accepté cette interprétation et accepté le grief de principe.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor publiera un bulletin d'information à tous les ministères et organismes où il agit comme employeur, en précisant l'interprétation de l'article 13.01(d) de la convention collective.